



**PRÉFÈTE
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

CHAUMONT, le 27 février 2026

Nos réf. : SHM/MO/SP n° 26-58

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/01/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FOCAST

Chemin du Closot
52100 Saint-Dizier

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28 janvier 2026 dans l'établissement FOCAST SAINT-DIZIER implanté Chemin du Closot 52100 Saint-Dizier. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FOCAST
- Chemin du Closot 52100 Saint-Dizier
- Code AIOT : 0005702454
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site FOCAST implanté à SAINT-DIZIER est une fonderie spécialisée dans la production de pièces en fonte (grise, à graphite sphéroïdal ou à graphite lamellaire) principalement pour le secteur de l'industrie du machinisme agricole. La capacité de production du site est de 30 000 tonnes de pièces par an. L'installation est autorisée sous couvert de l'arrêté préfectoral n°650 du 11 janvier 2007 modifié.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Déchets produits par l'établissement	Arrêté Préfectoral du 11/01/2007, article 5.1.6	Demande d'action corrective	6 mois
4	Effets sur l'environnement	Arrêté Préfectoral du 11/01/2007, article 8.2.2.3	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 11/01/2007, article 1.2.2	Sans objet
3	Stockage des sables avant valorisation	Arrêté Préfectoral du 11/01/2007, article 5.1.7.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats ont mis en évidence une erreur dans la liste des parcelles cadastrales du site qu'il convient de corriger au travers d'un arrêté préfectoral complémentaire.

Quelques actions correctives sont demandées concernant la gestion des sables de fonderies en vue de réduire les quantités présentes sur le site et le suivi de la qualité des eaux souterraines afin de s'assurer de la bonne connaissance du sens d'écoulement de la nappe.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2007, article 1.2.2
Thème(s) : Autre, Parcelles cadastrales
Prescription contrôlée : Les installations autorisées sont situées sur la commune de Saint-Dizier, parcelles AR 82, 83, 85, 87, 88, 89, 90, 91 et 93, selon le plan de situation de l'établissement annexé au présent arrêté.
Constats : Au cours de la visite, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que les parcelles cadastrales AR 89 et AR 93 ne faisaient pas partie de son périmètre d'exploitation. Les équipements présents sur ces parcelles, respectivement une station de dessablage et un transformateur électrique, servaient au site YTO voisin. Ces parcelles figurent d'ailleurs dans la liste des parcelles à l'article 1.2.2 de l'arrêté préfectoral n°1071 du 20 février 2009 de ce site. L'exploitant a par ailleurs indiqué à l'inspection des installations classées avoir acquis la parcelle cadastrale AR 109 accueillant un ancien château d'eau du site YTO avec pour objectif à moyen terme de le réhabiliter. Il est donc proposé à Madame la Préfète de prendre un arrêté préfectoral complémentaire afin d'actualiser le périmètre ICPE du site FOCAST. Il a par ailleurs été constaté lors d'une précédente visite de l'inspection des installations classées sur le site YTO voisin que FOCAST avait occupé un bâtiment (bâtiment n°9 situé à l'ouest de la parcelle cadastrale AR 110) de l'ancien site YTO afin d'y entreposer les nouveaux châssis (pièces métalliques) de sa nouvelle machine à mouler, des résidus de couche à noyaux (à base aqueuse) contenus dans des Grands Récipients pour Vrac (GRV) et des déchets de peintures (déchets pâteux contenus dans une sachette en plastique elle-même placée dans un GRV). Au cours de la présente visite, il a été constaté que le bâtiment n°9 du site YTO avait été complètement vidé et aucune trace de déversement de produits n'a été constatée. L'exploitant a également attesté qu'aucun déversement accidentel n'avait eu lieu pendant la période où il a occupé le bâtiment. L'exploitant a par ailleurs acheté de nouveaux panneaux de grillage rigide et s'est engagé à reconstituer la clôture entre son site et celui d'YTO. Le jour de la visite, la clôture n'avait pas encore été réparée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : FOCAST reconstitue la clôture avec le site YTO au droit du bâtiment n°9. Sous réserve de la réparation de la clôture, l'inspection des installations classées considérera comme « régularisée », au titre du code de l'environnement, l'exploitation ponctuelle réalisée sur l'ancien site YTO.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Déchets produits par l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2007, article 5.1.6

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets produits par l'établissement

Prescription contrôlée :

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont limités aux quantités suivantes :

Nature des déchets	Code des déchets	Quantité maximale sur site	Quantité annuelle produite
[...]			
Sables ayant subi la coulée dont : <ul style="list-style-type: none">sables brûléssables issus du grenailage	10 09 08	2 200 t	18 000 t 5 700 t
			[...]

Constats :

Au cours de la visite, l'exploitant a précisé à l'inspection des installations classées que la quantité de sables présente sur le site était de l'ordre de 4 à 5 000 t au lieu des 2 200 t autorisées. Il s'agit de déchets de sables inertes (sables de moulage) et non inertes (sables à noyaux). Pour ces derniers, l'exploitant a précisé ne pas disposer de filière de valorisation / élimination à ce jour.

L'inspection des installations classées rappelle que le site FOCAS fait partie du groupe de travail initié par la DREAL Grand Est pour la gestion durable des sables de fonderies. Ce groupe de travail a pour objectif notamment de permettre une meilleure valorisation des sables de fonderies.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant prend les dispositions nécessaires afin d'évacuer au fur et à mesure ses sables usagés dans des filières dûment autorisées en vue de limiter les quantités présentes sur son site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Stockage des sables avant valorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2007, article 5.1.7.1

Thème(s) : Risques chroniques, Stockage des sables avant valorisation

Prescription contrôlée :

[...]

Conformément à l'article 4 de l'arrêté du 31 décembre 2004, les sables de fonderie sont considérés comme des déchets inertes s'ils respectent les critères d'admission définis ci-après (issus de l'annexe II de l'arrêté du 31 décembre 2004) :

Paramètres	en mg/kg de matière sèche
As	0,5
Ba	20
Cd	0,04
Cr total	0,5
Cu	2
Hg	0,01
Mo	0,5
Ni	0,4
Pb	0,5
Sb	0,06
Se	0,1
Zn	4
Fluorures	10
Indice phénols	1
COT sur éluat	500
FS (fraction soluble)	4 000
COT (carbone organique total)	30 000
BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes)	6
PCB (biphényles polychlorés 7 congénères)	1
Hydrocarbures (C10 à C40)	500
HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques)	50

[...]

Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange des déchets dans le seul but de satisfaire aux critères d'admission.

Constats :

L'analyse réalisée en octobre 2025 sur les sables de moulage montre le respect des critères permettant de les qualifier d'inertes.

Concernant les sables de noyautage, l'analyse d'octobre 2025 montre qu'ils ne respectent pas les critères permettant de les qualifier d'inertes. Les paramètres en cause sont les phénols (concentration mesurée de 10,4 mg/kg de MS pour un seuil de 1 mg/kg de MS) et les hydrocarbures totaux (concentration mesurée de 740 mg/kg de MS pour un seuil de 500 mg/kg de MS).

Lors de la visite, l'inspection des installations classées a constaté que les sables de moulage et les sables de noyautage étaient séparés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Tous les déchets de sable du site ne sont pas qualifiés d'inertes. L'exploitant envoie ses déchets de sable dans les

filières dûment autorisées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Effets sur l'environnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2007, article 8.2.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Suivi eaux superficielles et souterraines

Prescription contrôlée :

Dans le cadre des mesures de suivi à mettre en place suite aux études de sols menées sur le site, la surveillance des effets sur l'environnement est réalisée comme suit :

Surveillance des eaux de surface : la surveillance des eaux du canal de la Marne à la Saône est réalisée à partir d'une mesure semestrielle en amont et en aval du site sur les paramètres suivants :

Manganèse	Cuivre	Nickel	Chrome
PCB	Benzène	Toluène	Xylène
Benzo(a)anthracène	Benzo(a)pyrène	Indéno(1,2,3-c,d)pyrène	Éthylbenzène
Trichloréthylène	Hydrocarbures totaux		

Surveillance des eaux souterraines : la surveillance semestrielle des eaux souterraines est réalisée à partir de 3 piézomètres implantés sur le site (1 amont et 2 aval) :

Manganèse	Cuivre	Nickel	Chrome
PCB	Benzène	Toluène	Xylène
Benzo(a)anthracène	Benzo(a)pyrène	Indéno(1,2,3-c,d)pyrène	Éthylbenzène
Trichloréthylène	Hydrocarbures totaux		

Les modalités de cette surveillance, notamment en terme de fréquence, pourront être aménagées, au vu des résultats qui lui seront transmis régulièrement.

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les résultats de sa surveillance des eaux de surface et des eaux souterraines.

Les paramètres contrôlés répondent aux exigences de cet article, tout comme la fréquence de mesure.

Les résultats ne montrent pas de différences significatives entre les concentrations mesurées en amont et celles mesurées en aval dans le canal.

D'après les données de l'exploitant, le sens d'écoulement de la nappe d'eaux souterraines serait orienté vers le sud. Cette orientation est en contradiction avec le sens d'écoulement identifié dans l'étude environnementale liée à la cessation d'activité du site YTO voisin.

Les mesures sur les eaux souterraines réalisées au cours des trois années sur les ouvrages du site ont révélé :

- l'absence d'hydrocarbures totaux, de benzène, de BTEX, de trichloréthylène, de chlorure de vinyle, de benzo(a)anthracène, d'indéno(1,2,3-c,d)pyrène, de PCB, de chrome, de cuivre, de nickel,
- la présence de benzo(a)pyrène (0,012 µg/l), et plus généralement de HAP (0,036 µg/l), uniquement sur le piézomètre nord au 2nd semestre 2025,
- la présence de trichlorométhane (0,6 à 1,9 µg/l) uniquement sur le piézomètre nord en 2023 et 2024 avec une concentration en constante décroissance. En 2025, ce composé n'est plus détecté,
- la présence de manganèse dans des concentrations (9,7 à 570 µg/l) supérieures à la valeur seuil (50 µg/l) pour les eaux souterraines définie à l'annexe II de l'arrêté du 17 décembre 2008 établissant les critères d'évaluation et les modalités de détermination de l'état des eaux souterraines et des tendances significatives et durables de dégradation de l'état chimique des eaux souterraines. Les concentrations les plus importantes sont retrouvées sur le piézomètre sud sur lequel chaque concentration mesurée est supérieure à la valeur seuil de 50 µg/l (120 à 570 µg/l).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le sens d'écoulement de la nappe dans la zone présente des incertitudes importantes selon les données disponibles. Il conviendrait que l'exploitant, lors de sa prochaine campagne de mesures, réalise une esquisse piézométrique permettant de déterminer clairement le sens d'écoulement de la nappe sur la base du nivellement de ses piézomètres et des niveaux d'eau relevés. Utilement, une levée de doutes au sein de bâtiments du site pourrait être engagée s'il s'avérait que ces derniers étaient soumis à des risques de dégazage de ces pollutions spécifiques détectées dans les eaux souterraines.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois